



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT

Montreuil, le 18 février 2016

Aux organisations
Aux membres de la CE de l'UGFF

Objet : point sur le processus de mobilisation.

Chères Camarades, Chers Camarades,

Plusieurs étapes dans la construction du rapport de forces viennent d'avoir lieu. D'autres sont déjà annoncées.

Compte tenu de l'importance des enjeux, de la complexité de la situation et du contexte unitaire, il est indispensable de partager le maximum d'éléments.

Pour la Fonction publique, une rencontre à 5 Organisations Syndicales a donc eu lieu le 10 février (CGT, FO, SOLIDAIRES, FSU et FAFP). Celle-ci a donné lieu à un communiqué diffusé le 16 février et de nouveau joint à cette note. La « jonction » unitaire effectuée avec la FSU et la FAFP à partir du socle des 3 Organisations Syndicales ayant appelé au 26 janvier est, à l'évidence, un point positif, d'autant que le texte s'inscrit clairement dans le processus indispensable d'élévation du rapport de forces.

C'est dès ce moment que l'initiative, sur la base du texte rendu public le 16, d'une rencontre unitaire à toutes les Organisations Syndicales de la Fonction Publique a été arrêtée.

La date proposée initialement -le 18 février à 17 h 30- l'a été juste avant le remaniement ministériel. De fait, avec le remplacement de Marylise Lebranchu par Annick Girardin, le calendrier a connu certaines modifications. En particulier, des rencontres bilatérales avec les Organisations Syndicales prévues vendredi 12 et lundi 15 février ont été reportées, ainsi que le Conseil Commun convoqué pour le 17 février après-midi reporté lui à une date non programmée à ce jour.

Du coup, l'intersyndicale Fonction Publique a été avancée à hier après-midi.

Toutes les Organisations Syndicales à l'exception de la CFTC, excusée, (soit la FSU –puissance invitante-, la CGT, FO, la CFDT, l'UNSA, SOLIDAIRES, la FAFP et la CGC) avaient répondu présentes.

La FSU a exposé ses mandats : actions diversifiées unitaires le premier jour du rendez-vous salarial et, suites aux propositions gouvernementales sur lesquelles il n'y a pas trop d'illusions à se faire, journée de grève unitaire avec manifestations centrée essentiellement sur les questions du pouvoir d'achat dans la Fonction Publique. Au niveau interprofessionnel, accord sur une journée de mobilisation mais obligatoirement distincte de la journée de grève Fonction Publique.

La CGT a dit sa quasi-certitude que ce que le gouvernement mettrait sur la table pour le rendez-vous salarial serait, au mieux, largement insuffisant et, plus vraisemblablement, tout à fait inacceptable. D'accord sur la nécessité d'organiser des initiatives unitaires le jour du rendez-vous salarial. Mettre en construction à la suite une journée de grève et de manifestations. Le prisme prioritaire de la période est bien le pouvoir d'achat mais les autres enjeux revendicatifs essentiels (emploi, précarité, conditions de travail, réformes régressives...) ne peuvent être passés sous silence. Enfin, prise en compte de la proposition de la Confédération d'une journée d'action interprofessionnelle dans la deuxième quinzaine de mars et nécessité d'articuler les mobilisations.

La CFDT et l'UNSA (ainsi que la CGC, mais de manière plus diffuse) se sont déclarées disponibles pour des mobilisations unitaires sur le pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique. Elles se sont également déclarées pessimistes sur les futures propositions gouvernementales. Au vu de celles-ci, elles se sont dites prêtes à toutes formes d'action dont la grève, sans avoir à ce stade de mandat ferme. Ces organisations n'ont rien dit sur le niveau interprofessionnel mais ce silence n'est bien sûr en rien synonyme d'une volonté confédérale de leur part de se joindre à une mobilisation de ce type.

FO a fait savoir qu'elle entendait maintenir pour les prochaines actions l'intégralité des revendications mises en avant dans le cadre de la journée du 26 janvier. Elle a précisé qu'il était assez envisageable que sa confédération se range à une mobilisation unitaire mais pas avant la fin avril (FO a une CEC aujourd'hui) et que, si cette perspective se concrétisait, elle s'interrogeait fortement sur la faisabilité d'une journée FP d'ici à la fin mars.

SOLIDAIRES partageait globalement l'ensemble des positions de la CGT.

La FAFP, signataire du texte du 16 février, a plaidé essentiellement pour lier mobilisation et unité la plus large.

A l'issue de ces échanges, toutes les Organisations Syndicales ont convenu qu'il fallait rapidement poursuivre les échanges (avec un point d'interrogation pour FO qui semble faire la présence de la CFDT et de l'UNSA une clause rédhibitoire) en ayant pu intégrer des éléments de calendrier assez décisifs.

Il en est ainsi, en particulier, des rencontres bilatérales avec la nouvelle ministre de la Fonction publique, qui auront toutes lieu les 23 et 24 février et de la réunion unitaire interprofessionnelle qui aura lieu le 23 février à 18 heures.

En conséquence, au niveau de la Fonction publique, un prochain rendez-vous unitaire est prévu le 24 février à 17 heures à la CGT.

Enfin, bien entendu, compte tenu de l'interpénétration des enjeux professionnels et interprofessionnels, Philippe Martinez est tenu informé des évolutions de la situation.



Jean-Marc Canon